

Les faits divers de « violence urbaine » : effets d'agenda et de cadrage journalistique

Éric MACÉ

Centre d'analyse et d'intervention
sociologiques (EHESS-CNRS)
Université Paris 3
Sorbonne nouvelle
mace@ehess.fr

Comme tout fait social, l'insécurité n'existe pas en soi mais à travers la manière dont les acteurs concernés – qui sont engagés dans des interactions, des rapports sociaux et des cadres d'interprétation – la considèrent comme telle. Ainsi des faits divers : dans quelles conditions sont-ils considérés comme relevant de la catégorie « violence urbaine » ? Comme tout aspect de la réalité sociale, l'« insécurité » est l'objet, au sein de l'espace public, d'un intense *conflit de définitions*. L'enjeu en est fondamentalement politique puisqu'il a pour finalité l'orientation des politiques publiques de sécurité chargées de traiter le « problème » ainsi défini dans ses causes, ses manifestations et ses solutions. Il faut donc considérer l'espace public politique et médiatique des régimes démocratiques comme une « arène » au sein de laquelle des individus et des groupes défendent des intérêts, des visions du monde et des expériences souvent contradictoires et toujours inscrits dans des rapports de pouvoir asymétriques au sein de luttes politiques et symboliques concernant la définition de la « réalité » (Macé, 2003). Les mots eux-mêmes constituent des « coups de force symbolique » dans la définition des situations.

C'est ainsi qu'en 1995, les syndicats de police, soucieux d'obtenir plus de moyens d'intervention pour faire face à des situations parfois tendues dans certains

quartiers populaires, ont légitimé leurs demandes à travers le concept de « zone de non-droit » (au singulier). Parce que la police n'avait pas les moyens d'intervenir dans ces cités, il se serait ainsi constitué des territoires où *le droit* de la République ne pouvait se faire respecter, laissant le champ libre aux réseaux délinquants et mafieux. Avec une telle « montée en généralité » de la part d'un acteur aussi légitime a priori que la police, il était alors difficile que se fassent entendre d'autres voix (militants associatifs, éducateurs) soulignant que ces mêmes cités pouvaient tout autant être définies comme des « zones de non-droits » (au pluriel), c'est-à-dire où *les droits* de la population à l'égalité des chances et de traitement par les institutions ne sont pas assurés (relégation, discriminations, etc.).

Ainsi, selon que l'on considère la question du droit au singulier ou au pluriel, on change de référentiel et d'orientation des politiques publiques de sécurité : renforcement des moyens répressifs de la police d'un côté, lutte contre les discriminations et les inégalités de l'autre au moyen d'une redéfinition des modes d'intervention de tous, y compris de la police dans son rôle de « gardien de la paix » (Macé, 1998). Autrement dit, la réalité de ces événements n'est pas la même selon que l'on interprète les mêmes faits divers en termes de *désordre* à prévenir par plus d'intégration sociale, en termes de *coproduction* de la part d'institutions qui se pensent volontiers comme une solution mais qui sont bien souvent une partie du problème, ou bien en termes de *menaces* que porteraient des « groupes à risques » étrangers à la norme et qu'il convient de dissuader par la ségrégation et la répression (Macé, 2002b).

Au sein de l'espace public médiatique, les journalistes jouent un rôle central puisqu'ils détiennent le monopole de l'accès à la scène publique, ils sont ceux qui permettent qu'un « problème » devienne un « problème public ». Cependant, il apparaît que les journalistes ont une autonomie très relative quant à la production de l'information. En effet, la plupart du temps, ce ne sont pas les journalistes qui vont à l'information, mais l'information qui va aux journalistes car c'est l'ensemble des acteurs concernés par telle ou telle question qui vont chercher à transformer certains faits en problèmes ou en événements et à les promouvoir auprès des journalistes afin de les voir transformer en « information ». Cela signifie que les acteurs cherchent en permanence à *instrumentaliser* les journalistes et que ces derniers sont conduits la plupart du temps à traiter non pas de faits, mais de faits constitués en « événements » à leur intention par les stratégies de communication des acteurs (Molotch et Lester, 1996). Exposés à ces stratégies de promotion d'événements qui constituent l'essentiel de l'actualité que doivent traiter

les journalistes, ces derniers sont de plus inscrits dans un processus de production de l'information qui est structuré par trois contraintes.

La première d'entre elles est la contrainte de *format* : en fonction du titre pour lequel travaillent les journalistes (national ou local, écrit ou audiovisuel, grand public ou public ciblé), ce ne sont pas les mêmes événements qui apparaîtront comme pertinents en fonction de la ligne éditoriale ou des spécificités du média (nous pensons en particulier à la contrainte du « visuel » pour le journal télévisé).

La seconde contrainte est une contrainte d'*agenda*. Un événement apparaîtra d'autant plus pertinent aux journalistes qu'il est en phase avec l'agenda politique du moment. L'élection présidentielle de 2002 en France en a été une parfaite illustration. Avant le premier tour, la campagne portait pour l'essentiel sur l'insécurité liée à la délinquance, et les journalistes de télévision se sont « emballés » jusqu'à consacrer de nombreux reportages dramatisants et compatissants à l'agression d'un retraité à Orléans qui, en d'autres temps, n'aurait sans doute pas été traité ainsi, allant même jusqu'à illustrer complaisamment par ailleurs la thèse de la mort héroïque d'un père de famille défendant à Evreux son fils contre un racket alors même qu'il s'agissait d'une affaire d'une tout autre nature.

Mais ces deux événements avaient été constitués par l'opposition de droite comme les symboles spectaculaires du laxisme sécuritaire du gouvernement de gauche, et « l'effet d'agenda » politique l'a emporté sur l'autonomie des journalistes. De même, dès la fin du second tour et la victoire de la droite, le nouveau gouvernement a effectué un double déplacement d'agenda politique, immédiatement accompagné par l'agenda journalistique : tout d'abord, il n'était plus question de parler « d'insécurité urbaine » mais de « sécurité », et les faits divers dramatiques ont laissé place dans les médias à la mise en scène de l'efficacité (miraculeusement) retrouvée de la police.

C'est ensuite l'insécurité routière qui a été mise en avant et largement illustrée par les médias alors que depuis plus de 20 ans, les associations de victimes de la route n'étaient jamais parvenues à faire accéder leur cause à un tel niveau de publicité. C'est ici qu'intervient la troisième contrainte à la production de l'information, la contrainte de *cadre*. C'est que non seulement l'effet d'agenda incite fortement à la sélection des événements pertinents du moment, mais les stratégies de communication des sources et les lignes éditoriales incitent les journalistes à traiter tel sujet selon tel cadre interprétatif plutôt que selon tel autre. Comme on l'a vu pour le cas des violences urbaines, l'asymétrie des rapports de

pouvoir au sein de la société et de l'espace public fait que bien souvent, faute de temps, de ressources culturelles et de sources d'informations diversifiées, les journalistes relaient plutôt les cadrages interprétatifs des promoteurs d'événements les plus légitimes, c'est-à-dire disposant de plus de pouvoir et de ressources symboliques. Sur l'insécurité routière, c'est la rhétorique gouvernementale des « voyous de la route » qui a été illustrée sans que soit développé un autre cadre interprétatif mettant en cause également la conception, la puissance et l'imaginaire publicitaire et culturel des voitures.

Les cadres interprétatifs des « violences urbaines »

Il n'y a donc pas d'un côté des faits de sécurité ou d'insécurité (qui seraient objectifs) et, de l'autre, leurs représentations médiatiques (qui seraient biaisées). L'analyse porte plutôt sur la construction permanente, au sein d'un système de relations entre les acteurs et *via* un ensemble de médiations, d'événements relatifs à la sécurité et à l'insécurité dont l'interprétation est un enjeu politique, et dont les journalistes sont à la fois les acteurs (comme producteurs d'informations) et les cibles (des stratégies de communication et des cadres d'interprétation des acteurs concernés).

La question est donc de savoir dans quelle mesure la médiation journalistique est une *traduction*, plus ou moins autonome, de ces contraintes d'agenda, de cadrage et de format. Pour répondre à cette question, une étude a été menée entre 1997 et 1998 auprès de la plupart des journalistes français en charge de cette question (en presse écrite nationale et régionale, presse télévisuelle nationale et régionale) sur leurs méthodes de travail, leurs types de sources, leurs contraintes de production, leurs points de vue et sur les significations de leurs articles et reportages (Macé et Peralva, 2002).

Une analyse en termes de cadrage de l'ensemble des articles et des entretiens de l'étude montre que la traduction journalistique des trois paradigmes théoriques et politiques de l'insécurité et des « violences urbaines » (comme on l'a vu : désordre, menace, coproduction) s'exprime dans le grand clivage entre *réalisme* (vs. « angélisme ») et *complexité* (vs. « simplisme »). Un clivage qui s'affine encore en fonction du format éditorial de chaque titre selon qu'il est *distancié* (presse « grand public ») ou *engagé* (public « ciblé »). Si on croise le type de format avec le type de cadrage, on obtient un tableau-synthèse des différents modes de traitement des violences urbaines par chacun des titres étudiés.

Interactions entre format des titres de presse et cadrage interprétatif des violences urbaines et de l'insécurité

Cadrage journalistique	Réalisme (vs. angélisme)		Complexité (vs. simplisme)
Type de référentiel	Désordre	Menace	Coproduction
Format de titre			
Distancié (presse grand public)	« Fait brut » <i>Le Parisien</i> , TF1, (France 2 et 3)		<i>Prudence</i> France 2 et 3, <i>La Dépêche du midi</i>
Engagé (public ciblé)		Dévoilement <i>Marianne</i> , <i>Le Figaro</i> (<i>Libération</i>)	<i>Compréhension</i> <i>Libération</i> , <i>Le Monde</i>

Realisme distancie du « fait brut »

Du côté du *réalisme*, on trouve des journalistes qui s'opposent à ce qu'ils désignent comme l'hégémonie « bien-pensante » d'un angélisme longtemps dominant, héritier des années 1980, et qui consiste à dénier la réalité de l'accroissement de l'insécurité et de ses dimensions ethniques au nom de principes politiques « de gauche » empêchant de voir la vérité des faits bruts et des situations réelles.

Ce réalisme prend d'un côté la forme distanciee d'un *empirisme objectivant*, dans la presse grand public. La question n'est pas d'expliquer ce qui se passe tant les modèles explicatifs sont partiels (et donc susceptible de « cliver » un public que l'on sait partagé mais que l'on doit fédérer) et les événements souvent inintelligibles, mais de faire part de ce qui peut s'en donner objectivement à voir à travers le traitement de faits bruts.

On trouve ce cadrage légitimiste, formel et sans états d'âme dans la plupart des rédactions de télévision et de la presse régionale, mais il oriente explicitement le travail des journalistes de TF1 et du *Parisien*, qui se trouvent donc à relayer le plus souvent le point de vue des sources les plus officielles et des victimes les plus légitimes, d'autant que la connaissance du terrain – et donc la capacité d'accéder à des sources d'information alternatives – n'est pas développée. Les trois témoignages qui suivent illustrent bien le phénomène :

1. « Moi je suis émetteur d'information, je ne veux pas être un pré-macheur de réflexion, je donne des faits et après les gens font ce qu'ils veulent [...] Je m'informe, je vais voir ce qui se passe, je retranscris ça de la manière la plus neutre possible, en essayant d'équilibrer les choses [...] C'est comme ça que je vois mon métier : sur les faits bruts, j'ai pas à faire d'analyse... » (un journaliste spécialisé en « faits divers » d'une édition départementale du *Parisien*) ;

2. « Le *Parisien*, c'est pas vraiment un journal d'idées [...] Notre slogan, c'est d'être "proches des gens". On sait que la moitié des gens pense que si on est jeune, maghrébin, gitan ou turc, fatalement on est né pour cramer des bagnoles, tandis que l'autre moitié pense que s'ils en sont arrivés là, c'est qu'ils sont mal dans leurs baskets. Nous, on doit vendre du papier, donc le plus sûr pour ne pas raconter de conneries, c'est de donner la parole aux différentes parties : les gens connaissent le problème, ils s'en font une idée qui n'est pas forcément mauvaise, qu'elle soit d'un côté ou de l'autre, ils ont tous les deux une part de la vérité » (un responsable d'édition départementale du *Parisien*) ;

3. « Notre métier est d'essayer de voir un petit peu ce qui se passe, en écoutant les gens, on a les yeux ouverts [...] Quand les gamins commencent à brûler des voitures, c'est toujours spectaculaire, et 10 secondes d'images comme ça remplacent beaucoup de choses, malheureusement. Mais c'est toujours un débat difficile parce qu'il n'y a pas de critères. Une voiture qui brûle, c'est très fort, même si finalement, quand on regarde l'événement après, c'est rien. Mais le journaliste doit faire son métier, c'est-à-dire relater les faits. On ne peut pas dire que rien ne s'est passé quand 18 voitures ont brûlé ! » (un journaliste spécialisé « faits divers » de TF1).

Realisme engage du dévoilement

Ce réalisme peut prendre une autre forme, plus engagée, propre à la presse éditoriale, celle du *dévoilement*. Il s'agit là non seulement de montrer les faits bruts sans les occulter, mais surtout d'en montrer toutes les dimensions « non politiquement correctes » dans un souci de vérité quant à la menace réelle que font peser sur la société certains « groupes à risques » engagés dans des conduites prédatrices et communautaristes. Ce cadrage se retrouve dans la campagne lancée par l'hebdomadaire *Marianne* à l'automne 1998 contre « l'angélisme » coupable de la gauche, relayé par un reportage de *Paris Match* (1^{er} octobre de la même année) intitulé « *J'ai vécu dans la cité qui fait peur* » et ainsi introduit : « *À nos portes commence une jungle en béton où les fauves sont des chiens et où la force*

fait loi. Dans un quartier coincé entre l'autoroute du sud et la prison de Fleury-Mérogis, reportage dans une banlieue chaude, sur la ligne de front de la fracture sociale. »

C'est cette rhétorique qui constitue également le cadre interprétatif principal du *Figaro*, comme l'illustre cet extrait d'entretien avec un de ses journalistes, suivi d'un extrait de l'article dont il parle (au sujet du saccage de la place de la Nation en octobre 1998, en prélude à une manifestation de lycéens) : « *Au Figaro, les rédac'chefs sont des types plutôt durs, marqués à droite. Mais ils sont intéressés par le terrain. Savoir comment ça se passe réellement. Ils sont convaincus qu'il y a une réalité qui existe, qu'on essaie de nous la cacher et qu'il faut parler des choses telles qu'elles sont. J'étais à la Nation pendant la casse. Là, c'est du reportage pur et simple. Je raconte en étant au milieu, pas en train de casser, mais presque. Ensuite, j'essaie de donner du sens en donnant la parole à des casseurs et là, j'ai rencontré un type qui m'a demandé si j'étais "keuf". J'ai dit non, on a plaisanté, et puis j'ai fait la manif avec lui, en lui disant au bout de trois quarts d'heure que j'étais journaliste au Figaro. Cette interview a été reprise partout parce qu'effectivement, on avait parlé pendant une semaine des casseurs sans aller en voir un, personne n'avait donné la parole à un mec comme ça. Moi, l'idée, c'était de voir ce que ce type avait dans la tête et pourquoi il était là. Ça fait un moment que je traîne dans les cités, les mecs, je vois bien ce qu'ils sont, comment ils passent leur vie, par rapport aux choses, à la consommation. Ce mec, j'ai passé l'après-midi avec lui, il dit ça ; peut-être que c'est des clichés, mais c'est des clichés qui sont vrais » (un journaliste spécialisé « banlieue » du *Figaro*).*

Voici un extrait de l'interview du jeune casseur (les parenthèses sont celles de l'article, 22 octobre 1998) : « *Je suis venu pour faire de la maille (argent). Pour la casse, il faut courir vite. C'est pour ça que je ne fume pas. Sportif. Dès que t'as pécho (volé), tu pars direct à pied. Il faut éviter le trom (métro), les keufs c'est là qu'ils t'attendent. Si t'as la caillasse (argent), tu prends un taxi [...] Quand t'es petit, tu casses, tu dépouilles (racket). Mais tu passes vite à autre chose. Tu deviens tranquille. Si tu veux faire du biz, t'as pas intérêt à te faire remarquer. Je connais plein de keums (meecs) dans la téci (cité) qui sont RMistes ou emplois jeunes et qui font du biz. C'est une bonne couverture. »*

Complexité prudente

Du côté de la complexité, on trouve des journalistes qui s'opposent au « simplisme » de leurs collègues, lesquels alimentent le sentiment d'insécurité en occultant toutes les dimensions sociales, politiques, mais aussi institutionnelles qui produisent – voire coproduisent – la plupart des situations d'agressivité et de violence dans les banlieues. Une version

distanciée de cette attention à la complexité des situations et des conduites est celle de la *prudence* que l'on rencontre, en tension avec l'option « réaliste », dans les rédactions de la presse grand public comme celle de France 2 et France 3, mais aussi de *La Dépêche du Midi*. Faute de maîtrise quant aux faits et à la validité du point de vue des sources en présence, même officielles, le choix est souvent fait de ne pas traiter le sujet une fois sur place (en clair de « planter » le sujet), ou bien de le traiter en prenant ses distances. Les trois exemples qui suivent vont dans ce sens :

1. « *Il faut voir au cas par cas. Je suis amené parfois à parler d'une bavure et à être du côté des jeunes qui manifestent leur colère parce qu'un de leurs potes s'est fait tirer une balle dans la tête. Je peux me retrouver aussi en situation de montrer la violence ou la tension qui existe dans un établissement scolaire. Je ne choisis pas mon camp a priori parce que si les uns font "la France a peur" et les autres font "les jeunes victimes de la société", on se plantera* » (un journaliste du service « infos générales » de France 2) ;

2. « *Les moyens dont je dispose pour traiter un sujet de violence urbaine, c'est un rapport de force entre ma conviction et ce que le rédacteur en chef veut mettre dans son journal [...] Comment ne pas entretenir de clichés quand on n'a pas un temps d'investigation suffisant et qu'on se sent en danger en faisant son travail ?* » (une journaliste de France 3 Île-de-France) ;

3. « *La philosophie de La Dépêche, c'est de se dire que si on favorise ces quartiers et qu'on leur donne une bonne image d'eux-mêmes, cela contribuera aussi à apporter de la gaieté de cœur aux gens qui y vivent [...] On a toujours mis un point d'honneur, c'est vrai, à ne pas préciser l'origine ethnique du délinquant parce qu'on était assez méfiant sur les conséquences de répéter tous les jours : c'est un Nord-Africain qui a brûlé la voiture [...] Ce serait désigner une catégorie de population bien précise. Nous, on ne va pas écrire "Français d'origine corse", "Français d'origine jurassienne" [...] On écrit "des jeunes" [...] Pour nous, tout le monde est français...* » (un journaliste de *La Dépêche du Midi*).

Explication comprehensive de la complexité

L'autre version du cadrage en termes de complexité est plus engagée et propre à la presse éditoriale. Elle se positionne clairement au sein du paradigme de la *coproduction* en cherchant à montrer les causes sociales, politiques et institutionnelles des « bonnes raisons » d'un certain nombre

de violences, y compris lorsqu'elles prennent des formes instrumentales ou stupides. Ce cadrage a longtemps été le fait de la rédaction de *Libération*, dorénavant sous la pression d'un basculement éditorial de type « réaliste », et plus généralement – mais en termes plus experts que politiques – de la rédaction du *Monde* :

1. « Depuis le colloque de Villepinte, il y a une espèce d'auto-justification permanente entre certains responsables de journaux et des élus politiques. Quand la gauche fait un virage, elle autorise le virage que vont faire certains éditorialistes. Le virage du PS, qui passe du préventif au répressif, ou en tous les cas à la sûreté républicaine, on l'a pris avec prudence. Et puis progressivement, on l'a suivi de plus en plus. Et puis on a senti des éditorialistes basculer, eux aussi, puis dire : "Oui... il faut de l'ordre". Tous les rédacteurs en chef sont plutôt réactionnaires sur ces questions. C'est des gens qui ont basculé totalement, qui vivent très loin de tout ça. Moi, j'ai l'impression de ne jamais avoir fait d'angélisme et que ça fait longtemps que mon journal n'en fait plus. Il raconte ce qui se passe dans les cités, à quel point on est dans une spirale négative, à quel point on ne s'en sortira pas tant qu'on n'arrivera pas à renverser cette spirale. Ce que je fais, c'est simplement essayer de rester sur ce fil raide pour continuer à décrire une situation d'une façon la plus lucide possible, la plus neutre possible. En privilégiant tout ce qui est décortication des faits, recoupement des faits, mise en contexte. Tout ça, pour réussir à expliquer la violence. C'est terrifiant la violence qu'on n'explique pas » (un journaliste spécialisé « banlieue » de *Libération*) ;

2. « L'un des échecs des politiques récentes, c'est de ne pas avoir su utiliser, sinon canaliser toute l'énergie – y compris revendicative – qu'il y a dans ces quartiers. D'une manière générale, quand on va dans les banlieues en dehors des périodes de chauffe, j'ai toujours été frappé par la qualité du discours des jeunes. Même ceux que tu rencontres sous un porche, qui n'ont rien à faire, je suis frappé de l'intelligence avec laquelle ils parlent de leur propre situation. Ça, c'est un truc qui n'est pas du tout pris en compte. En même temps, le système politique et le système médiatique se sont beaucoup servis de quelques têtes d'affiche, de quelques individus qui présentaient bien pour les jeter après. Mais la force d'explication et de bagarre, dans le sens positif du mot, qu'il y a dans les quartier, elle est totalement laissée en jachère. Principalement parce qu'il y a un refus des élus locaux de laisser un minimum de place à ces jeunes-là. Je pense que c'est là un des nœuds du problème. On n'est pas capables de faire de la place [aux] élites issues de l'immigration. On a fait un édito qui se voulait cinglant là-dessus, au moment des dernières élections législatives, sur

l'incapacité des partis politiques à intégrer des gens qui avaient pourtant fait leurs preuves, qui avaient milité. Je pense que ça, c'est une forme très importante de violence. Peut-être aussi importante que les feux de bagnoles, parce que c'est un signe de défiance. Même pendant l'époque coloniale, il y avait des députés africains à l'Assemblée nationale. Ça génère une espèce de hargne contre la société, de violence à rebours, de parano. C'est un aspect de la discrimination, et c'est fondamental » (un journaliste du Monde).

Exception émeutière et déplacements de cadrage

On voit bien ainsi comment, en régime de « routine », le cadrage interprétatif des journalistes se trouve à l'articulation des effets d'agenda, des stratégies de communication des sources et du format de leur titre. Néanmoins, de tels éléments peuvent être reconfigurés lorsque les violences exceptionnelles que sont les émeutes viennent relancer le conflit de définition à propos des violences urbaines en faisant surgir de nouveaux acteurs, de nouvelles sources d'information, de nouveaux événements qui relativisent ou déplacent les cadres routiniers en élargissant le panel interprétatif des journalistes. Une étude de cas sur les émeutes de Toulouse, en décembre 1998, a permis de montrer ces déplacements et ces modifications de cadrage.

L'affaire de Toulouse s'est constituée en plusieurs événements successifs. Tout d'abord, un premier fait : une patrouille de police de nuit tente d'arrêter deux adolescents en train de voler une voiture, le chef de patrouille tire à bout portant sur l'un des jeunes et le laisse s'enfuir sans le rattraper. Ce premier fait est aussitôt constitué en « non-événement » par la patrouille qui ne signale pas le tir au commissariat. Mais cette même patrouille est bien obligée de signaler le problème lorsque la police est appelée au petit matin par un riverain qui vient de découvrir le corps d'Habib, vidé de son sang entre deux voitures à quelques mètres du coup de feu. La mort d'Habib devient un « événement » dès qu'elle est connue de sa famille et de ses amis et qu'il apparaît que le rôle de la police n'est pas du tout clair. C'est précisément pour faire passer la mort d'Habib de la catégorie « fait divers » à celle de « bavure policière » que la cité de la Reynerie s'embrase pendant plusieurs nuits en réponse aux tentatives des autorités d'occulter les fautes policières.

Pendant toute la durée des émeutes, on verra ainsi s'affronter à la fois physiquement et en un intense « conflit de définition » les représentants du pouvoir et les sources d'information traditionnelles

des journalistes (police, parquet, mairie) et ces nouveaux acteurs « perturbateurs » – et nouvelles sources d'information – que sont la famille, les amis et les voisins du jeune Habib. Toutefois, alors que l'instruction montrera finalement qu'il s'agit bien d'une bavure policière que la police a cherché à dissimuler, un coup de feu tiré tardivement et blessant un policier (et sans rapport avec l'émeute) permettra aux autorités de disqualifier l'ensemble du mouvement émeutier en lui donnant pour origine non pas la bavure policière, mais une « vengeance » des réseaux délinquants du quartier contre l'action de la police.

Au cours de cette série d'événements, on a pu observer des modifications de cadrage dont les plus spectaculaires ont été ceux de *La Dépêche* (passant d'un cadrage de complexité prudente à un cadrage réaliste de type sécuritaire) et du *Figaro* (passant du dévoilement réaliste à la complexité coproductrice).

D'un côté, les journalistes de *La Dépêche du midi* ont été complètement surpris par la bavure, l'intensité de l'émeute et la colère des manifestants : « *On a vu ça en direct : les mecs qui piquaient les voitures, qui les cassaient, qui faisaient des rodéos en roulant à toute vitesse, qui faisaient des rodéos avec les poubelles. Ce qui m'a le plus impressionné, c'est l'attroupement. Ils arrachaient les poteaux, les arbres et ils sont allés carrément attaquer les flics. Je n'avais jamais vu ça de ma vie ! J'ai 20 ans de métier. Un groupe [qui n'hésite pas à] attaquer les flics... ! Alors, les CRS ont riposté avec des lacrymogènes[...] Après, en se repliant, ils ont commencé à cramer toutes les voitures, y compris la nôtre. Et donc, nous, au bout d'une heure, on s'est dit que ce n'était pas la peine. C'est vrai qu'on était un peu perdus, on se demandait où tout ça pouvait aller, [on avait] vraiment le sentiment que tout peut arriver. On a un peu rasé les murs, on est allés jusqu'à la bouche du métro et on est rentrés* » (un journaliste de *La Dépêche*).

Bousculés dans leurs cadres interprétatifs traditionnellement prudents, les journalistes de *La Dépêche* se montrent d'autant plus sensibles aux rhétoriques des sources « autorisées » qui mettent en avant l'origine purement délinquante des émeutes : « *C'est un aspect des choses [sur lequel] le préfet nous avait lancés – après, le procureur nous en avait parlé, mais vraiment en off [...] En plus, on a rencontré le procureur sur le terrain [...] C'est le seul qui est venu sur le terrain quand la Maison de la Justice a brûlé. On avait parlé comme ça, à mi-voix, et on avait rédigé un truc là-dessus. Je me suis dit : bon, une explication. Et puis, il y a eu l'histoire du coup de feu, il y a eu l'histoire du guet-apens [...] Je trouvais que c'était un éclairage intéressant à donner, cette histoire d'économie souterraine, qui existe...* » (un journaliste de *La Dépêche*).

On trouve dans un éditorial de *La Dépêche* la traduction de ce basculement du journal vers la rhétorique du dévoilement d'une menace longtemps occultée, après avoir longtemps adopté un cadrage classiquement plus prudent : « Cette agitation n'est pas étrangère au coup de filet opéré fin novembre et début décembre par la police judiciaire et la sûreté urbaine dans le milieu des casseurs, qui approvisionnent tout le trafic clandestin et les marchés parallèles des cités. Dix-neuf personnes, âgées de 18 à 25 ans, sont écrouées dans le cadre de ce dossier et les enquêteurs ont saisi un énorme butin estimé à 5 millions de francs [...] La police estime que la confiscation de ce butin a littéralement asphyxié les réseaux de vente parallèle et privé de revenus les nombreux intermédiaires de cette économie souterraine qui constitue un véritable business dans les cités. L'entretien de la violence étant dans cette hypothèse une façon de desserrer l'étreinte policière... »

Inversement, tout comme la plupart des journaux télévisés et même de l'émission « Droit de savoir » sur TF1, l'éditorial du 17 décembre du *Figaro* exprime le glissement interprétatif du journal, étayé par les reportages de l'envoyé spécial donnant largement la parole aux émeutiers et aux habitants. L'éditorialiste explique que la délinquance des « cités sensibles » échappe aujourd'hui à une interprétation en termes de transgression légale, car elle est devenue un véritable phénomène de société. Un fossé se creuse entre la République et les banlieues. L'opposition prend la forme d'un conflit généralisé, d'une « guerre civile », d'une « rébellion ». Il faut, précise l'éditorialiste, « écouter les banlieues » et tenter de comprendre leur haine. Cette violence ne doit forcer ni l'adhésion, ni le rejet. Elle doit être entendue, il n'y a pas d'autre choix : « L'argent ne taira pas la révolte des banlieues. Ce serait croire bien superficiel le mal qui les ronge. Distribuer de l'argent d'un balcon ne peut qu'attiser le mépris. C'est dans l'arène que devrait se jouer l'avenir des banlieues. Est-on enfin prêt à y descendre ? »

Ainsi, en situation de violence exceptionnelle, les cadres interprétatifs routiniers sont bousculés et peuvent conduire à une ré-évaluation de la situation en accordant plus de crédit aux approches en termes de complexité et de coproduction. On mesure mieux alors toute la réversibilité du traitement journalistique lorsque ce qui a pu être dit des violences urbaines en termes de « justice » et de « discrimination » pendant les nombreuses émeutes liées à des bavures policières pendant les années 1990 a ensuite été expulsé du cadre interprétatif dominant, surtout à la télévision, pendant la campagne des élections présidentielles en 2002. Ni l'idée de complexité, encore moins celle de coproduction et pas même celle de prudence, n'ont fait long feu face aux stratégies de communication politique imposant la question de l'insécurité à l'agenda

journalistique ainsi qu'un cadrage interprétatif émotionnel et dramatisant en termes de menace. Un peu comme le traitement journalistique des violences urbaines qui ne fait qu'accompagner, depuis 20 ans, les variations du discours politique dominant (Macé, 2002a).

La question qui se pose alors est la suivante : si, comme le fait la sociologie, on caractérise une profession par la capacité d'un groupe à définir de façon relativement autonome le propre d'une activité dont il aurait le monopole (comme c'est le cas par exemple pour les médecins), alors le journalisme n'est pas une profession tant la production de l'information est perméable aux effets d'agenda et de cadrage des acteurs et des sources, sans que les journalistes apparaissent pour autant comme un collectif capable de défendre cette autonomie. Autrement dit, et contrairement à ce que soutenait Pierre Bourdieu, ce n'est pas *l'emprise du journalisme* que doit craindre la démocratie, mais bien plutôt sa *déprise*... ■

References bibliographiques

- MACÉ É. (2003), « Les médias de masse : scène et acteurs de l'espace public », dans Maigr et Éric (dir.), *Communication et médias*, coll. Les notices, Paris, La Documentation française, pp.55-59.
- MACÉ É. (2002a), « Le traitement médiatique de la sécurité », dans Robert Ph. & L. Mucchielli (dir.), *Crime et sécurité, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp.33-41.
- MACÉ É. (2002b), « L'exigence de sécurité, une question politique », *Cahiers Français*, n°308, pp.19-25.
- MACÉ É. (1998), « La médiation : paradigmes et référentiels des politiques publiques de sécurité », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n°33, pp.7-20.
- MACÉ É. & A. PERALVA (2002), *Médias et violences urbaines. Débats politiques et construction journalistique*, Paris, La Documentation française.
- MOLOCHT H. & M. LESTER (1996), « Informer : une conduite délibérée de l'usage stratégique des événements », *Réseaux*, n°75, pp.23-42.

LES FAITS DIVERS DE « VIOLENCE URBAINE » : EFFETS D'AGENDA ET DE CADRAGE...